



## Levée des brevets sur les vaccins du Covid :

### **TROP PEU, BIEN TARD**

**Joe Biden a surpris son monde en annonçant qu'il était favorable à la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid, une revendication portée par une centaine de pays, dont l'Inde et l'Afrique du Sud, où l'épidémie fait des ravages. Cela devrait permettre à tous les laboratoires qui le peuvent de produire des vaccins « génériques » à un prix inférieur à ceux des trusts. Ce coup de pub diplomatique des États-Unis a forcé les grandes puissances à se (re)positionner clairement sur le sujet.**

#### **Le bal des faux-culs**

Leur position à tous était déjà connue : du Canada à l'Union européenne et au Royaume-Uni, en passant par l'Australie, le Japon ou même le Brésil, tous étaient opposés à la levée des brevets. Macron peut bien fanfaronner qu'il avait toujours voulu que les vaccins soient « un bien public mondial », les députés européens LREM, comme ceux du RN ou de LR, ont tous voté contre la levée des brevets !

Biden, lui, passe pour le héros du jour : mais, la semaine dernière encore, il défendait ces brevets. Il continue d'appliquer la préférence nationale en matière de vaccins et de matériel médical, dans la droite ligne de Trump, quitte à garder en stock des millions de doses d'AstraZeneca, pas autorisé aux États-Unis, mais interdit d'exportation. Et rien ne dit que la levée des brevets sera un jour effective !

#### **Big Pharma : même pas peur !**

Tous les politiciens, même ceux qui font mine comme Macron d'être pour la levée des brevets, reprennent le discours des laboratoires pharmaceutiques : « *La question des brevets est un faux débat [...] ce qui rend difficile l'accès aux vaccins aujourd'hui, c'est le transfert de technologie et la capacité à produire.* » Tant pis si des laboratoires en Afrique du Sud ou au Bangladesh annoncent disposer du matériel et des compétences pour relever ce défi.

On peut effectivement faire confiance à l'industrie

pharmaceutique pour tout faire pour maximiser ses profits, quitte à ralentir la campagne de vaccination, alors même que les États ont assumé tous les risques en finançant le développement à coups de milliards d'euros. Rien de surprenant à ce que le PDG de Moderna, Stéphane Bancel, déclare que cette annonce ne lui avait « *pas fait perdre une minute de sommeil* ». Effectivement, la bourse s'est un peu agitée mercredi, avant de se rappeler que Moderna prévoit 18 milliards de profits pour 2021, Pfizer ayant révisé ses prévisions de 15 à 26 milliards.

#### **Ils sont égoïstes, stupides et criminels**

Tous se répandent plutôt sur la nécessité d'aider les usines existantes à augmenter la production. Dans les faits, entre les vaccins vendus à prix d'or (de 10 à 30 euros la dose pour les vaccins à ARNm), et un programme Covax d'accès au vaccin universel sous-doté (seulement 7,5 milliards d'euros), les pays impérialistes marginalisent les pays pauvres dans la campagne de vaccination avec seulement 0,2 % du total des doses injectées.

Les gouvernements ont regardé l'Inde, l'Afrique du Sud ou le Brésil s'enfoncer dans le chaos sans rien faire. Ils font mine de se réveiller aujourd'hui, alors que les centaines de variants pourraient bien nous revenir sous la forme d'une 4e ou 5e vague qui pourraient mettre à mal la campagne de vaccination actuelle.

#### **Soyons solidaires, internationalistes et révolutionnaires !**

L'urgence est de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité, et les brevets sont un obstacle inadmissible ; la moindre des choses serait de les retirer. Mais pour que le vaccin devienne réellement un « bien public de l'humanité », il faudrait aussi réquisitionner toutes les industries de la chaîne de production, des matières premières aux plateformes logistiques et centres de santé, pour les administrer aussi vite que possible, sans enrichir les actionnaires. Les déclarations n'y feront rien, seul un effort exceptionnel basé sur la participation consciente et active des travailleurs de ces secteurs le permettra.

### **Toutes et tous en grève mardi 18 mai**

Face à la déferlante de suppressions d'emplois prévues en 2021, au bouleversement des horaires, aux vols de jours de repos et même de salaire, avec les primes qui sautent, plusieurs appels à la grève locaux ont été lancés à La Poste pour le 18 mai.

Repris par les fédérations SUD et CGT, l'appel est désormais national. Il concerne tous les secteurs : distri, colis, guichets ou centres financiers, car nous sommes tous visés d'une manière ou d'une autre.

Nous étions déjà nombreux de Paris 15 le 16 mars. La Poste ne s'arrêtera pas là et il faut répondre le plus nombreux possible.

Alors le 18 mai, tous en grève, au piquet et à la manifestation (rendez-vous à 8h devant Paris 15, puis à 10h devant le siège à Issy-les-Moulineaux).

### **La direction a son cap, fixons le nôtre !**

À Paris 15, pas d'incertitude sur les objectifs de la réorganisation : supprimer 25 emplois et augmenter les bénéfiques. Quant à nos conditions de travail, c'est une autre affaire !

« Ne vous inquiétez pas, tout ira bien », dit la direction, mais rien n'est prêt et nous ne savons toujours pas quelle sera l'ampleur des dégâts, malgré la vente qui approche.

Raison de plus pour être en grève à partir du 18 mai et refuser ensemble les attaques patronales.

### **Les Experts : Paris 15**

Les représentants du personnel ont voté une expertise sur la réorg. La direction n'en a tellement rien à faire de nos conditions de travail, qu'il faut des experts extérieurs pour lui mettre ses incohérences sous le nez. Un exemple : comment passer la publicité en plus avec des emplois en moins ?

### **Boardwalk empire**

Des chauffeurs se sont vu demander de livrer quelques packs de canettes. Avec la fermeture des bars, La Poste y voit peut-être une opportunité de nouveau service ? Pas de quoi éteindre longtemps sa soif de petits profits.

### **Acharnement patronal**

Vincent Fournier, militant CGT dans les Yvelines, vient de recevoir une nouvelle convocation pour un entretien disciplinaire le 21 mai pouvant aller jusqu'au licenciement.

Le 26 avril, l'inspection du travail refusait son licenciement, demandé par La Poste à l'issue d'un sixième entretien disciplinaire en six ans.

Le 10 mai, le tribunal de police annulait son amende reçue en mars 2020 pour absence d'attestation employeur, après que la direction avait appelé la police pour le chasser d'un centre où il exerçait son mandat syndical.

La nouvelle convocation témoigne de l'acharnement de La Poste contre les militants qui mènent des grèves avec leurs collègues et refusent les réorganisations qui dégradent nos conditions de travail. Non à la répression contre Vincent !

### **Interdire les rassemblements pour lutter contre le Covid... ou contre les lycéens ?**

Vu devant un lycée en Haute-Garonne : des flics qui menacent des lycéens mobilisés contre le bac Blanquer d'une amende de 135 euros pour rassemblement interdit en temps de Covid.

Se regrouper à quelques dizaines à l'extérieur de l'établissement pour protester serait dangereux, mais aller en cours à plusieurs centaines ne poserait pas de problème ?

### **Colombie : Duque dégage !**

En Colombie, depuis le 28 avril, des dizaines de milliers de personnes, souvent très jeunes, manifestent dans les rues de Cali, Bogota et Medellin. Initialement tournée contre un projet de réforme fiscale, la contestation s'est élargie à la lutte contre le gouvernement d'Ivan Duque et toute la clique politique.

Dans un pays où la pauvreté touche plus de 42 % de la population, où les inégalités ont été exacerbées pendant la crise, ce projet fiscal fut la goutte de trop. La répression féroce de la police sur les manifestants, qui a fait, selon la presse, au moins 24 morts et plus de 800 blessés (en réalité sans doute bien plus), n'a pas eu raison de leur détermination, qui pourrait bien amener vers un renversement du gouvernement colombien.

### **On a les fiertés qu'on peut**

Le patrimoine des ultra-riches en France a augmenté de 439 % entre 2009 et 2020 selon le classement Bloomberg. Alors que, aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni, leur fortune n'a augmenté « que » de 170 % en moyenne. Même si la France fait office de cancre sur la gestion de la crise, Macron, le président des « très riches », peut se consoler : sa politique leur a bien profité.

